

# Procedure file

Informations de base		
INI - Procédure d'initiative	2003/2094(INI)	Procédure terminée
Europe du Sud-Est: processus de stabilisation et d'association. 2ème rapport annuel 2003		
Sujet		
6.40.03 Relations avec l'Europe du Sud-est et les Balkans		
Zone géographique		
Serbie-et-Monténégro, jusqu'au 02/2003		
Albanie		
Yougoslavie, République Fédérale - 01/2003		
Croatie		
Bosnie-Herzégovine		
Ancienne république yougoslave de Macédoine		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>AFET</b> Affaires étrangères, droits de l'homme, sécurité commune, défense	V/ALE <a href="#">LAGENDIJK Joost</a>	25/03/2003
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>BUDG</b> Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>ITRE</b> Industrie, commerce extérieur, recherche, énergie	PSE <a href="#">ZORBA Myrsini</a>	19/06/2003
	<b>FEMM</b> Droits de la femme et égalité des chances	PPE-DE <a href="#">KRATSA-TSAGARPOULOU Rodi</a>	20/05/2003
	Formation du Conseil	Réunion	Date
	<a href="#">Affaires générales</a>	<a href="#">2518</a>	16/06/2003
Conseil de l'Union européenne	<a href="#">Affaires générales</a>	<a href="#">2509</a>	19/05/2003
	<a href="#">Affaires générales</a>	<a href="#">2501</a>	14/04/2003
Commission européenne	DG de la Commission Relations extérieures	Commissaire	

Evénements clés			
26/03/2003	Publication du document de base non-législatif	COM(2003)0139	Résumé

14/04/2003	Débat au Conseil	<a href="#">2501</a>	
15/05/2003	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
19/05/2003	Adoption de résolution/conclusions par le Conseil		
16/06/2003	Adoption de résolution/conclusions par le Conseil		
04/11/2003	Vote en commission		Résumé
04/11/2003	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A5-0397/2003</a>	
19/11/2003	Débat en plénière		
20/11/2003	Décision du Parlement	<a href="#">T5-0523/2003</a>	Résumé
20/11/2003	Fin de la procédure au Parlement		

### Informations techniques

Référence de procédure	2003/2094(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 54
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	AFET/5/19520

### Portail de documentation

Document de base non législatif		COM(2003)0139	26/03/2003	EC	Résumé
Document annexé à la procédure		<a href="#">SEC(2003)0339</a>	26/03/2003	EC	
Document annexé à la procédure		<a href="#">SEC(2003)0340</a>	26/03/2003	EC	
Document annexé à la procédure		<a href="#">SEC(2003)0341</a>	26/03/2003	EC	
Document annexé à la procédure		<a href="#">SEC(2003)0342</a>	26/03/2003	EC	
Document annexé à la procédure		<a href="#">SEC(2003)0343</a>	26/03/2003	EC	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A5-0397/2003</a>	04/11/2003	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T5-0523/2003</a> JO C 087 07.04.2004, p. 0412-0521 E	20/11/2003	EP	Résumé

## Europe du Sud-Est: processus de stabilisation et d'association. 2ème rapport annuel 2003

**OBJECTIF** : présentation du rapport annuel 2003 sur le processus de stabilisation et d'association en faveur de l'Europe du Sud-Est (pays de l'ex-Yougoslavie). **CONTENU** : La Commission a publié un deuxième rapport annuel sur le processus de stabilisation et d'association en faveur de l'Europe du Sud-Est : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine et Serbie-et-Monténégro. Le rapport évalue les progrès accomplis à ce jour par chaque pays dans le cadre de ce processus, mettant en évidence les leçons à tirer et les défis à relever à l'avenir, notamment au cours de l'année qui vient. Il réitère la perspective qu'ont les pays des Balkans occidentaux de développer une relation encore plus proche avec l'Union européenne et, ultérieurement, d'y adhérer. Il souligne en particulier que le rythme de l'intégration dans l'UE dépendra en dernier ressort des pays des Balkans occidentaux eux-mêmes. Le rapport 2003 reconnaît que certains progrès importants ont été réalisés au cours des douze derniers mois, notamment en ce qui concerne la restauration de la stabilité dans la région, une amélioration des conditions de sécurité, la mise en place de gouvernements élus démocratiquement dans toute la région, la reconstruction à large échelle dans la région, l'assistance au retour des réfugiés et des personnes

déplacées, la croissance soutenue, l'inflation sous contrôle, l'augmentation des échanges et le renforcement de la coopération régionale. Le rapport 2003 définit, par ailleurs, les principaux défis que les Balkans occidentaux devront relever : - lacunes dans le fonctionnement des institutions démocratiques et du renforcement des capacités institutionnelles, - mise en oeuvre de l'État de droit et véritable respect des droits de l'homme et des minorités, - lutte contre le crime organisé et la corruption, - réforme du système judiciaire, - poursuite du retour des réfugiés et des personnes déplacées, - inégalités dans la distribution des revenus, - pauvreté généralisée et taux de chômage élevé, - réformes structurelles visant à mettre en place des économies de marché en parfait état de fonctionnement et forte dépendance vis-à-vis des crédits extérieurs. Le rapport 2003 souligne parallèlement que l'Union constitue non seulement un club économique, mais une communauté de valeurs et que le partage de celles-ci sera un facteur décisif tant dans le processus d'association et de stabilisation que dans les progrès vers le statut de pays candidats. L'élargissement de l'UE en 2004 devrait relancer les efforts en matière de réformes dans les pays des Balkans occidentaux. Le Conseil européen des 20 et 21 mars 2003 a demandé à la Commission de renforcer le processus de stabilisation et d'association, notamment à la lumière de l'expérience acquise au cours du processus d'élargissement. Le sommet de Thessalonique en juin 2003 sera une occasion importante de réitérer l'engagement de l'UE en faveur de l'avenir européenne des pays des Balkans occidentaux. Le processus de stabilisation et d'association est sous-tendu par une assistance financière considérable de l'UE. Une dotation de 4,65 milliards EUR a été allouée à la région pour la période 2002-2006. Le rapport de 2003 confirme à nouveau que la Commission continuera à soutenir efficacement les pays des Balkans occidentaux dans leurs efforts visant à relever les défis politiques, économiques et sociaux urgents qui ont été mis en évidence.?

## Europe du Sud-Est: processus de stabilisation et d'association. 2ème rapport annuel 2003

---

La commission a adopté le rapport d'initiative rédigé par M. Joost LAGENDIJK (Verts/ALE, NL) en réponse au 2ème rapport annuel de la Commission européenne sur le processus de stabilisation et d'association en faveur des pays de l'Europe du Sud-Est. Dans ses remarques générales, la commission souligne qu'une "perspective européenne" peut s'offrir aux pays de l'Europe du Sud-Est, mais elle est conditionnée par leur respect des droits de l'homme. Les aides financières ou d'autre nature fournie par l'UE doivent donc être assorties de certaines conditions : ces pays devraient pleinement coopérer avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye, mettre en oeuvre une politique efficace concernant le retour des réfugiés et combattre activement la corruption, le crime organisé ainsi que la traite d'êtres humains, les trafics d'armes et de drogues. Les députés font remarquer que les pays qui font dépendre les droits des citoyens de critères ethniques ne pourront pas s'attendre à rejoindre l'UE. Quant aux pays qui ont signé avec les États-Unis des accords bilatéraux qui sapent la Cour pénale internationale (CPI), il serait malvenu de leur permettre de devenir membres de l'UE. L'UE devrait progressivement assouplir les conditions d'octroi de visas aux citoyens des pays d'Europe du Sud-Est étant donné qu'ils ont entrepris les réformes nécessaires. Les cinq pays concernés devraient également être en mesure de participer aux programmes communautaires tels que Socrates, qui organise les échanges de professeurs et d'étudiants. A propos de l'Albanie, les députés ne sont pas satisfaits de la façon dont se sont déroulées les élections locales du 12 octobre 2003. De plus, l'Albanie devrait renforcer la protection de ses minorités. En Bosnie-Herzégovine, le retour des réfugiés dans certaines régions a été salué par les députés qui ont toutefois exhorté les autorités de la République Srpska à autoriser le retour des réfugiés dans la région de Posavina et à Banja Luka. Les autorités Bosniaques ont été invitées à coopérer pleinement avec le TPIY de La Haye et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour déferer Karadzic et Mladic au tribunal. La Croatie a été félicitée pour ne pas avoir conclu d'accord bilatéral avec les États-Unis sur la CPI et pour avoir instauré une nouvelle loi sur les droits des minorités nationales. Elle devra pleinement appliquer cette loi de manière à garantir un retour sans entrave de tous les réfugiés. La Croatie doit également améliorer sensiblement sa coopération avec le TPIY, sa lutte contre la corruption, la liberté des médias et la réforme du système judiciaire. Les députés déplorent la déclaration unilatérale faite par les autorités croates au sujet d'une zone écologique et de pêche dans la mer Adriatique à laquelle étaient opposées tant la Commission que la Présidence de l'UE. Ils demandent également que soit conclu par la voie diplomatique un accord sur les frontières. Au sujet de la Macédoine, les députés réclament le démantèlement total de l'Armée de libération nationale albanaise (ALNA), une coopération totale avec l'UE pour mettre un terme au trafic d'armes, l'accélération de la mise en oeuvre de l'accord d'Ohrid, surtout pour ce qui est de la réforme de la police et de l'armée ainsi que de la loi d'amnistie en faveur des anciens combattants de l'ALNA, ainsi qu'une politique plus active contre la corruption et le crime organisé. Pour les députés, il faut s'attendre à ce que la présence militaire de l'UE soit maintenue aussi longtemps qu'il faudra. L'UE ne devrait plus insister pour maintenir coûte que coûte le lien entre la Serbie et le Monténégro, laissant plutôt ces deux pays décider eux-mêmes de la forme qu'ils entendent donner à leur relation, non sans les aider par ailleurs à forger un *modus vivendi* pacifique et durable. Le gouvernement serbe est encouragé à hâter la réforme de l'armée actuellement en cours et à intensifier ses actions dans la lutte contre la corruption et le crime organisé. Les députés invitent l'OSCE et le Conseil de l'Europe à examiner les allégations de violations des droits de l'homme, d'absence d'indépendance de la justice et d'influence croissante de l'État sur les médias. Enfin, le rapport souligne que l'UE a un rôle actif à jouer dans le règlement du statut définitif du Kosovo au cours des deux années à venir, qui doit se faire dans le respect des principes d'une société pluriethnique, multiculturelle et pluriconfessionnelle.?

## Europe du Sud-Est: processus de stabilisation et d'association. 2ème rapport annuel 2003

---

En adoptant le rapport d'initiative de M. Jan Joost LAGENDIJK (Verts/ALE, NL) sur le Processus de stabilisation et d'association en faveur des pays d'Europe du Sud-Est, le Parlement européen s'est très largement rallié à la position de sa commission au fond (se reporter au résumé du 4 novembre 2003) et a rappelé, en Plénière, qu'une "perspective européenne" pouvait s'offrir aux pays de cette région qui observent pleinement les critères de Copenhague et qui respectent entièrement les droits de l'homme. Il faut en outre que les pays concernés respectent trois autres conditions essentielles : - coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie; - mise en oeuvre d'une politique active de retour des réfugiés et des personnes déplacées; - mise en place d'une politique énergique de lutte contre la corruption, le crime organisé et le trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains. La Plénière se rallie en outre à l'option défendue par sa commission au fond selon laquelle les pays qui concluent des accords bilatéraux avec les États-Unis compromettant l'efficacité complète de la Cour pénale internationale, ne doivent pas s'attendre à une quelconque adhésion à l'Union. Dans un amendement au rapport, la Plénière note que les pays concernés ont également entamés des procès contre des personnes suspectées de crime de guerre et que des procédures légales devraient être instituées contre les suspects quel que soit le groupe ethnique auquel ils appartiennent. Réitérant sa demande formulée dans sa résolution du 3 juillet 2003 de présenter un cadre financier viable pour les pays participant au processus de stabilisation dans le cadre de la rubrique 7 restructurée du budget (pré-adhésion), le Parlement rappelle à ces pays que ceux d'entre eux qui font dépendre le respect des droits des citoyens de leur appartenance ethnique n'ont pas d'avenir européen. Rappelant l'importance de la création de zones de libre circulation entre régions voisines pour le renforcement de la coopération transfrontalière, la Plénière se rallie à la position de sa commission au fond sur la clarification du régime d'octroi des visas de l'Union vis-à-vis des participants au processus de stabilisation. Se ralliant à la plupart des autres considérations de sa commission au fond sur le respect des minorités notamment et des Roms en particulier, le Parlement

se penche point par point sur chacune des régions concernées et demande notamment aux cinq pays concernés de lutter activement contre la corruption et contre la traite des êtres humains. Revenant plus spécifiquement sur la situation du Kosovo, la Plénière propose, dans un amendement au rapport, que l'Union joue un rôle plus actif dans le règlement du statut définitif du Kosovo au cours des deux années à venir. Il suggère à cet effet l'établissement d'une feuille de route et d'un calendrier pour parvenir à un état respectant les principes d'une société pluriethnique, multiculturelle et pluriconfessionnelle. De même, la Plénière estime que l'Union doit être prête à aider la Serbie et le Monténégro à élaborer un règlement durable mais doit rester neutre quant à la forme que prendront les relations entre ces deux républiques. La Plénière demande également: - à la Croatie, de garantir le retour sans entrave de tous les réfugiés; - à la FYROM, d'agir plus efficacement en vue de réformer son administration locale; - au gouvernement serbe, de trouver des majorités parlementaires pour éviter toute paralysie en matière de réformes politiques et économiques.?